

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 162 – VENDREDI 7 DÉCEMBRE 2012

## LA CANAILLE DU FAUBOURG

Dans la vallée de la Fensch, il faudra bien plus que la défiance de Filipetti pour faire oublier aux mains d'or la trahison de Matignon

## AGENDA MILITANT

→ 10 décembre

Toulouse [Enjeu du salaire et du salariat](#)

→ 11 décembre

Toulouse [La révolution du salaire](#)  
Paris [Militantisme intellectuel ?](#)  
Rencontre avec Louis Pinto

→ 13 décembre

Paris ["Le ventre est encore fécond"](#),  
présentation du livre avec D. Vidal

→ 14 décembre

Pantin [Il était une fois le refus](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ À lire

["Éducation populaire, avenir d'une utopie"](#)

→ AG des communistes unitaires  
[Texte d'orientation en débat](#)

→ Culture

[École, petit échange et contributions](#)

→ Initiatives

[Contre les discriminations,  
pour l'égalité maintenant](#)

→ Féminisme

[Égalité des femmes sans-papiers](#)

## Questions sur le cahier des charges de l'«écosocialisme»

Avec le succès de ses Assises pour l'écosocialisme (1), le Parti de gauche met en circulation, selon les termes de Jean-Luc Mélenchon, sa « doctrine du mouvement socialiste refondé dans le paradigme de l'écologie politique ». Elles ont porté de nombreuses exigences qui sont aussi les nôtres, à nous qui travaillons à refonder une visée communiste de notre temps. De l'objectif de l'émancipation de la personne humaine à la lutte contre le consumérisme et le productivisme... ces mots ne nous font pas peur ! Cependant, au sein du Front de gauche et au-delà, le débat soit s'engager.

Par exemple, sur le rôle de l'État dans une stratégie de transformation de la société : s'agit-il que la conquête du pouvoir central, appuyée par des mouvements sociaux, change les rapports sociaux et permette le dépassement de l'ordre actuel ? Ou s'agit-il de déplacer le curseur de la vie politique pour faire de l'appropriation sociale et démocratique le cœur de la dynamique politique, ce qui transformerait en profondeur et la nature de l'action politique, et le rapport aux institutions publiques ? Autre exemple, sur l'avenir du capitalisme : au-delà de l'antilibéralisme ou d'une analyse radicalement critique du capitalisme d'aujourd'hui, s'agit-il de le transformer sur lui-même ou de réaliser, sans interminables phases intermédiaires, son dépassement ? Et aussi : faut-il reprendre le terme d' "intérêt général", alors qu'il porte l'ambiguïté d'être en même temps une référence positive en faveur de l'égalité et une fiction, dénoncée par Marx, derrière laquelle se cachent des réalités foncièrement inégalitaires ?

Plus globalement, le but central est-il « l'émancipation de la personne humaine par le partage de la richesse entre tou-te-s et l'éducation globale », ou faut-il viser l'émancipation à la fois individuelle et collective, et dépasser les clivages mêmes entre les personnes et leurs rapports sociaux ? Réjouissons-nous : quand ce type de débat s'engage, c'est peut-être que commence à s'ouvrir un nouvel horizon (2).

● Gilles Alfonsi et Sylvie Larue



(1) Voir le site : <http://ecosocialisme.com/>

(2) Sur tous ces sujets, il faut lire absolument l'ouvrage que vient de publier Lucien Sève, *Aliénation et émancipation* (La Dispute), en particulier son texte "Urgence de communisme". Nous y reviendrons largement bientôt.

# L'État et la révolution

## “un chef-d'œuvre libertaire”

**Lénine « rangé au placard » ? Voilà que ressort la brochure, de 1917, *L'État et la Révolution*. Quel apport pour la réflexion et l'action des forces d'émancipation et de transformation de la société ? Questions à Laurent Lévy, auteur de l'introduction de cette réédition.**



**L'auteur Lénine est peu cité, très peu lu aujourd'hui : « rangé au placard ». Pourquoi ?**

Le relatif oubli dans lequel est tombé Lénine comme auteur est probablement la contrepartie du discrédit de l'expérience révolutionnaire dont il a été le protagoniste, comme de la fin lamentable de l'Union soviétique et de la crise corrélative du mouvement communiste à travers le monde. Il faut dire que l'œuvre de Lénine a longtemps été un enjeu passionnel aujourd'hui dépassé, et que le traitement qui lui a été infligé par le “marxisme-léninisme”, fait d'orthodoxie sectaire et de ferveur idolâtre n'a pas aidé à une lecture sereine et critique. Si l'on ajoute à cela le ton par bien des aspects vieilli qu'il utilise, sa verve polémique, cela fait en fin de compte beaucoup. En outre, et pour ces raisons, une bonne partie de ses écrits n'ont plus aujourd'hui d'intérêt que documentaire ou historique. On peut dire de la quasi-totalité d'entre eux qu'ils sont des interventions dans des débats dont les termes sont parfois oubliés (1). Cela dit, cette mise aux archives est dommageable, dans la mesure où, précisément, Lénine est un penseur de la conjoncture hors pair. Si nombre de ses écrits

peuvent sans perte demeurer dans l'oubli, bien d'autres ont toujours quelque chose à nous dire. C'est en particulier le cas de *L'État et la révolution*, à mon sens son texte le plus important, mais aussi

**Une telle lecture montre la puissance d'une analyse qui ne sépare jamais les préoccupations théoriques des préoccupations politiques. C'est vrai de Marx, mais plus encore de Lénine ; et c'est quelque chose dont nous manquons cruellement aujourd'hui.**

d'autres brochures ou articles. Ainsi *La Maladie infantile du communisme, le “gauchisme”*, récemment réédité sous le titre étrange de *Petit manuel pour sortir du capitalisme*, avec une introduction de François Sabado, du NPA. Ainsi

des textes comme *La Catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, divers discours de congrès, ou encore *Mieux vaut moins mais mieux*, *Sur l'inspection ouvrière et paysanne*, et de nombreux autres...

**Lénine se réfère abondamment à Marx, dont il souligne à plusieurs reprises combien la théorie est liée à l'analyse critique de l'histoire et à l'expérience concrète. Tu relèves la nécessité de cette connexion aujourd'hui aussi.**

Lénine cite Marx comme les “marxistes” de son temps le citaient, un peu comme la Loi et les Prophètes. Une citation tient lieu chez lui de preuve. Il faut dire qu'il s'adresse à un public “marxiste”, celui de ses camarades du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, et en particulier des bolcheviques, qui tiennent pour acquis que “Marx a raison”. C'est là une manière de faire qui n'a plus guère cours, et c'est tant mieux. La “preuve par Marx” n'a plus la force qu'elle avait. A fortiori, la “preuve par Lénine” serait aujourd'hui dépourvue de valeur. L'un et l'autre doivent désormais être lus comme des auteurs “normaux”, avec tout le recul ●●●

(1) L'introduction, l'ajout de notes et d'une chronologie apportent des repères utiles à la lecture de l'ouvrage qui comporte également une bibliographie critique. MK.

●●● critique nécessaire, mais aussi tout le sérieux théorique qu'ils méritent. Or une telle lecture montre la puissance d'une analyse qui ne sépare jamais les préoccupations théoriques des préoccupations politiques. C'est vrai de Marx, mais plus encore de Lénine ; et c'est quelque chose dont nous manquons cruellement aujourd'hui. Trop souvent, nous naviguons politiquement à vue, sans prendre le temps de l'effort théorique, et nous théorisons à l'occasion dans le ciel pur de la théorie. Quand je dis "nous", je veux dire en général les militant-e-s de l'émancipation, les communistes. Or, notre conjoncture politique demande elle aussi, non moins que celle de 1917, à être pensée. Là où la théorie marque le pas, on chausse toujours sans le vouloir, et sans même le savoir, les souliers de l'idéologie dominante. Nous sommes entourés d'évidences à contester ou à déconstruire, et si la théorie seule n'y suffit pas, elle est – avec la pratique politique elle-même – indispensable. On peut à cet égard dire que la théorie vaut le détour, et l'exemple de Lénine est certainement l'un des plus précieux qui soient, précisément parce qu'il est de façon permanente, comme je le disais, un penseur de la conjoncture : c'est qu'il est d'abord un responsable politique, confronté à des situations politiques qu'il s'efforce de penser en théorie. Les débats dans lesquels il intervient n'ont rien de la causerie de salon ! En cela, il s'inscrit dans la filiation de Marx, et se trouve en compagnie de nombre de dirigeants politiques "marxistes" des premières générations, de Kautsky à Luxemburg, de Trotski à Gramsci. C'est

une tradition qui a été pratiquement rompue avec ce qu'on a appelé le "marxisme occidental", et avec laquelle il nous faut savoir renouer.

**Connaître et comprendre la Révolution russe, les succès comme les échecs du « siècle du communisme » est, pour toi, « un impératif pratique pour celles et ceux qui ont encore, ou à nouveau, le projet de changer le monde. »**

Il existe une tendance à régler un peu vite la question du "communisme historique", à se défaire de ses erreurs et de ses horreurs, comme si cela ne nous regardait pas, comme si c'était une autre histoire, une page définitivement tournée. Or, autant il est vrai que nous ne sommes pas comptables du passé, autant nous ne pouvons pas empêcher ce passé de s'imposer à nous : non pas comme

**Là où la théorie marque le pas, on chausse toujours (...) les souliers de l'idéologie dominante. Nous sommes entourés d'évidences à contester ou à déconstruire, et si la théorie seule n'y suffit pas, elle est avec la pratique politique elle-même indispensable.**



**« L'œuvre de Lénine a longtemps été un enjeu passionnel aujourd'hui dépassé, et le traitement qui lui a été infligé par le "marxisme-léninisme", fait d'orthodoxie sectaire et de ferveur idolâtre, n'a pas aidé à une lecture sereine et critique. »**

un épouvantail, non pas comme une référence plus ou moins folklorique, mais comme une expérience à laquelle nous avons part, que nous en revendiquions ou non l'héritage ; nous ne pouvons nous réfugier derrière le bénéfice d'inventaire. Que s'est-il passé avec la Révolution russe ? Que s'est-il joué dans son après-coup ? La posture du donneur de leçon est en la matière à la limite du ridicule et du pitoyable. Car enfin, voilà des hommes et des femmes qui comme dit Aragon, ont par millions mis « leurs mains de chair dans l'engrenage » de l'histoire. Nous leur devons au moins le respect de la modestie. Pour partager leurs espoirs et leurs ambitions, nous ne sommes pas à l'abri de leurs erreurs, de leurs fausses routes, de leurs déconvenues. ●●●



**« L'intérêt du texte de Lénine n'est pas celui d'une pièce de musée. Au prix de quelques précautions de lecture, il est au contraire un texte d'actualité, sinon dans son entier, du moins dans l'essentiel de ses développements. »**

●●● Nous ne savons même pas si nous sommes dignes de leurs aboutissements dans le combat quotidien de l'émancipation, dans le "mouvement réel" du communisme. L'histoire de la Révolution russe et celle de l'Union soviétique constituent une série d'expériences sur lesquelles il a beaucoup été réfléchi et écrit, mais on manque sans doute d'un ouvrage de synthèse qui reprendrait les débats passionnants et passionnés qui se sont déroulés dans l'URSS des années vingt, par exemple. Car si cette histoire a près d'un siècle, elle continue à pouvoir nous instruire – comme au demeurant celles de la Commune de Paris ou de la Révolution française. Nous ne sommes pas les premiers à avoir voulu changer le monde, à avoir entrepris de mettre à bas le règne du capital. Les échecs de celles et ceux qui nous ont précédés portent autant de leçons que leurs succès. Ce sont là des questions pour lesquelles il ne saurait y avoir de tabou. Rien n'interdit de dire qu'ils se sont trompés sur toute la ligne, que le choix d'Octobre, par exemple, était une erreur, que Lénine et ses compagnons ont abusé de l'histoire, etc. Mais rien n'y oblige, et il faut regarder les choses de près et juger sur pièces et pas seulement à la confortable et rétrospective lumière de ce qu'il en est advenu. Une erreur que l'on n'analyse pas est une erreur que l'on s'expose à répéter. Si nos aînés se sont trompés – et le point ne fait

guère de doute ! – il nous appartient de comprendre quand, en quoi, pourquoi et dans quelles limites. Nous le leur devons autant que nous le devons à l'avenir.

**Nous ne sommes pas les premiers à avoir voulu changer le monde, à avoir entrepris de mettre à bas le règne du capital. Si nos aînés ont échoué, il nous appartient de comprendre comment et pourquoi, questions pour lesquelles il ne saurait y avoir de tabou.**

**Lénine s'attache à définir ce qu'est l'État, instrument de domination dont il retrace l'évolution historique. Il aborde la question de la "démocratie", du "pouvoir", de la "prise du pouvoir" et de son exercice par les dominés, dans un contexte précis. Quelle actualité aujourd'hui ?**

La question de la "prise du pouvoir" est certes abordée par Lénine dans

un contexte qui n'est pas le nôtre. Rappelons que le livre en question, *L'État et la révolution*, est écrit en pleine tourmente révolutionnaire, quelques semaines avant l'insurrection d'octobre, par un homme qui a fait adopter aux bolcheviques le mot d'ordre "tout le pouvoir aux soviets", et qui se trouve réfugié en Finlande pour échapper à la police du gouvernement provisoire dirigé par Kerenski. Dans un tel contexte, ce qui peut surprendre est le caractère général du travail théorique de l'auteur, son abstraction, sa hauteur de vue, son aspect presque intemporel. Bien sûr, il ne faut pas s'y tromper : Lénine a comme toujours la conjoncture à l'esprit en écrivant, et d'autres textes contemporains en portent explicitement témoignage. Mais des mots comme "démocratie" ou «pouvoir», des choses comme "l'État", ont une signification qui ne se laisse pas enfermer dans une conjoncture, fût-elle révolutionnaire, et quand bien même celui qui les mobilise est littéralement hanté par les exigences de cette conjoncture. Ainsi, même si à l'évidence on n'écrirait pas aujourd'hui les mêmes choses dans les mêmes termes, l'intérêt du texte de Lénine n'est pas celui d'une pièce de musée. Au prix de quelques précautions de lecture, il est au contraire un texte d'actualité, sinon dans son entier, du moins dans l'essentiel de ses développements. Par exemple, si l'État dont il parle n'est pas celui ●●●



« *Tant que l'État existe, il n'y a pas de liberté. Quand il y aura la liberté, il n'y aura plus d'État.* » V.I. Lénine

●●● que nous connaissons, beaucoup plus hypertrophié, chargé de nombreuses fonctions qui ne sont pas directement de domination, mais aussi d'organisation et d'administration sociale, ce que dit Lénine de l'État conserve sa validité dans la limite utile que laisse subsister une analyse de l'État contemporain. De même la question de la "prise du pouvoir", qui nécessiterait de longs développements qui n'ont pas leur place ici, ne se pose pas dans les mêmes termes et ne peut correspondre qu'à des formes profondément différentes ; mais il n'en résulte pas que ce que Lénine dit de cette question en soit obsolète.

**La description de phases historiques, linéaires – phase 1 prise du pouvoir par le peuple, socialisme, puis phase supérieure, communisme – n'est-elle pas en contradiction avec ce que Lénine relève chez Marx dans son analyse de la Commune comme amorce d'une autre société, nous dirions du "déjà-là" du communisme ?**

Je dirais d'abord, mais ce n'est pas par souci de dédouaner Lénine, que c'est plus la lecture qui en a été donnée ultérieurement que son propre texte qui fait de son exposé quelque chose de "linéaire"... L'idée d'un communisme qui connaîtrait une "première phase" n'est pas propre à Lénine. Il la reprend

dans le patrimoine du marxisme classique, en particulier chez Kautsky qui avant d'être qualifié par Lénine de "renégat" aura été sa principale source d'inspiration théorique. Sans théoriser ces "deux phases", Marx avait insisté dans la *Critique du programme de Gotha* sur le fait que la société postrévolutionnaire héritait par maints traits de la société antérieure, et que le communisme ne

**Le concept, essentiel, de dépérissement de l'État (...) est au cœur du communisme comme mouvement réel, comme processus historique. C'est dire l'urgence du travail théorique ! La question du "déjà-là" est l'un des chantiers de ce travail.**

pouvait bon gré mal gré se développer que sur cette base. A vrai dire, le récit léninien n'y ajoute rien, car si ce qu'il décrit comme la première "phase" a bien un commencement assignable – la prise du pouvoir, comme chez Marx – il n'en va

### Postface de la première édition

La présente brochure a été rédigée en août et en septembre 1917. J'avais déjà arrêté le plan du chapitre suivant, le VIIe: "L'expérience des révolutions russes de 1905 et 1917".

Mais, en dehors du titre, je n'ai pas eu le temps d'écrire une seule ligne de ce chapitre, "empêché" que je fus par la crise politique qui a marqué la veille de la Révolution d'Octobre 1917. On ne peut que se réjouir d'un tel "empêchement"... il est plus agréable et plus utile de faire l'"expérience d'une révolution" que d'écrire à son sujet.

L'auteur

Pétrograd, 30 novembre 1917.

pas de même de la deuxième ; et à lire Lénine de près, on voit même qu'il envisage que l'on passe insensiblement de l'une à l'autre, et même avec des reculs partiels, des tâtonnements divers, des erreurs, précisément, qu'il convient de rectifier avec les moyens du bord. C'est toute la question de la «dictature du prolétariat», sur laquelle je suis surpris que tu ne m'interroges pas, dans la mesure où il en est question presque à chaque page de *L'État et la révolution*. La soi-disant "première phase", justement, ●●●

●●● est celle de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la période au cours de laquelle le prolétariat, après avoir brisé la machine bourgeoise de l'État, s'appuie à son tour sur des institutions coercitives, comme instrument dans sa lutte des classes – laquelle n'a pas disparu par le seul effet de la prise du pouvoir, sauf à penser que le bourgeoisie privée du pouvoir d'État se dissoudrait par elle-même. L'enjeu de la construction du socialisme est le dépassement de la division de la société en classes sociales. Il n'y a pas chez Lénine de théorisation très poussée d'une distinction nette entre socialisme et communisme, ce second terme désignant toutefois plutôt le mouvement historique, et le premier plutôt la société postrévolutionnaire. L'État n'étant rien d'autre que l'instrument de domination de la classe dominante, il ne peut que dépérir à mesure que la division de la société en classe se dépasse par le socialisme. Lorsque Lénine parle de l'État, il faut voir qu'il ne l'envisage que dans ses fonctions de gouvernement, à l'exclusion des fonctions d'administration des choses, qui ont pris aujourd'hui une importance capitale. Comme la Commune, qui en constitue selon Engels le premier modèle historique, l'État de la dictature du prolétariat n'est plus vraiment un État ; plus précisément, c'est un État en cours de dépassement, de dissolution, de dépérissement, d'extinction. Cette notion d'un État qui n'est plus vraiment un État est essentielle dans l'analyse que Lénine tire des réflexions d'Engels et de Marx sur la Commune. De nos jours, la "dictature du prolétariat" a disparu du vocabulaire. Le PCF l'a "abandonnée" en 1976, la LCR, qui avait dénoncé cet abandon, en a fait autant quelques années plus tard. Mais

un mot n'est pas un concept, ce n'en est que la forme lexicale. Cela dit, il faut bien un concept pour penser, et cela n'est pas rendu aisé par la disparition de son nom propre ! Il faut toutefois reconnaître que la formulation n'était plus guère utilisable – et plus guère utilisée. D'une part, le mot "prolétariat" avait glissé de son sens originel – ensemble de celles et ceux qui n'ont pour vivre que leur force de travail – pour désigner de façon plus restrictive l'ensemble des ouvriers d'usine, le cœur du prolétariat industriel. D'autre part et surtout, le mot "dictature" avait lui aussi glissé, avec les expériences du XX<sup>e</sup> siècle, fascisme et stalinisme, pour signifier "tyrannie". Parler comme Marx et Lénine de «dictature démocratique du prolétariat» semblerait désormais un oxymoron, et la formule léninienne selon laquelle la dictature du prolétariat serait infiniment plus démocratique que le plus démocratique des démocraties bourgeoise, laquelle n'est jamais que la dictature de la bourgeoisie, apparaîtrait comme une plaisanterie de mauvais goût. Le problème est qu'il n'y a plus de mot pour dire le concept que désignait la "dictature du prolétariat". Or, le concept, essentiel, de dépérissement de l'État lui est indissolublement lié, si bien qu'on ne pense plus ce dépérissement, qui est pourtant au cœur du communisme comme mouvement réel, comme processus historique. C'est dire l'urgence du travail théorique ! La question du "déjà-là" est l'un des chantiers de ce travail. Et dans ce "déjà-là", il y a toutes ces fonctions de l'État qui n'étaient guère envisagées par Marx ni par Lénine, cette complexification des rapports sociaux, ces revendications nouvelles, ces points d'appuis nouveaux pour envisager l'avenir... (2)

### ***L'État et la Révolution, vraiment un « chef d'œuvre libertaire » ?***

C'est une chose bien connue que les libertaires n'aiment pas Lénine, pas plus que Trotski d'ailleurs. La répression des anarchistes ukrainiens ou des marins de Cronstadt n'y est pas pour rien. C'est donc un peu par provocation que je présente les choses dans ces termes. Pour autant, c'est bien ainsi que je le vois. C'est l'un des enjeux du livre que de minimiser l'écart théorique qui sépare les bolcheviques des anarchistes. Les uns comme les autres considèrent que la révolution doit briser l'appareil d'État. Et les uns comme les autres considèrent que la société future sera une société sans État. La divergence est ainsi ramenée au rythme de la disparition de l'État : abolition ou dépassement / dépérissement / extinction ? Pour Lénine, comme pour Marx, l'idée d'une "abolition" de l'État n'a aucun sens. La Commune bakouninienne de Lyon avait bien "aboli" l'État par un décret grandiose : l'État lui-même ne s'en est pas aperçu et a continué à jouer son rôle d'État pour écraser les communs. Mais il est difficile de trouver, hormis dans la littérature libertaire, un texte aussi anti-étatiste que *L'État et la révolution*. Cela ne fait pas de Lénine lui-même un crypto-libertaire, ainsi que sa pratique politique le montrera d'abondance. Mais la tonalité libertaire de ses réflexions les plus approfondies sur la question de l'État n'en est que plus remarquable.

● Entretien réalisé par  
**Michèle Kiintz**



# Ici et maintenant !

**I**l neige. Je suis resté là. Une seconde. Les enfants ne m'ont pas laissé le choix. Le temps d'une respiration, j'ai dû sortir les luges. Je les ai tirés jusqu'à la rivière et nous sommes revenus. La neige était trop légère pour faire des bonshommes.

Hier, à la réunion du Front de gauche de notre vallée (le Buëch), nous avons eu un débat autour des périmètres des futures intercommunalités. Dis comme ça, ce n'est pas très glamour ! Les couches successives, les compétences, la fiscalité, les frontières et le préfet... c'est certain qu'un petit nouveau serait un peu refroidi par un débat technique et dans une langue étrange. Et pourtant, de fil en aiguille, la vie entière se déroule dans la discussion : la santé de proximité, les transports, l'école... l'histoire des communes, des impôts et de l'État.

Assez rapidement, un exemple en amenant un autre, la discussion se tend autour du «que faire». L'alliance avec le PS ne fait plus débat. (Le gouvernement Ayrault aide à clarifier les espaces politiques...) Nous sommes ici face à la question "être élu : pour quoi faire ?" et pour quels compromis ? Les reculs ne manquent pas et chaque avancée semble valider le recul précédent. C'est sans fin. Nous sommes contre la privatisation de la Poste, donc nous devrions refuser que les salariés communaux assurent les missions de la Poste. Nous sommes contre la régionalisation des transports ferroviaires, alors pourquoi valoriser le travail de nos élus à la région en matière de tarifs ?

Évidemment nous devons nous battre sur tous les tableaux, mais la question semble plus profonde. Ici, une vallée se meurt. La paupérisation de ce village ouvrier (Veynes) est immense. Les services publics ont longtemps été la dernière digue avant cette impression de désastre. Les bars et les commerces ferment. Nous avons l'impression tenace qu'il faut agir, ici et maintenant. Bien sûr, ces nouveaux périmètres pour l'intercommunalité ont été proposés d'en haut (Gap, la préfec-

ture...), mais il faut avancer. De nombreux financements pour aider nos territoires ruraux ne peuvent être captés que par des intercommunalités puissantes et "compétentes". Bien sûr, la démocratie reste partielle, mais où est-elle idéale ? Bien entendu les mécanismes fiscaux sont injustes, mais il y a urgence à agir. Les élus ruraux sont comme des marins qui doivent écopier et fixer un cap dans un même mouvement.

J'avoue que je manque souvent de patience face à ceux qui demandent sans cesse à l'État de tenir son rôle. Ici, je ne vois plus d'État, je ne vois plus rien... Nous sommes face à nous-mêmes et face à nos demi-solutions. Pour que ces solutions soient de vraies alternatives, il faut un mouvement citoyen puissant qui sache dire dans quel monde il souhaite vivre et tordre le cou aux logiques d'austérité. C'est le peuple qui décide de ses espaces de démocratie. Il faut des territoires de projet et il semble évident que les seules communes ne sont pas ces territoires. Le financement est un autre débat. Il faut un partage national (ou européen) des richesses et une grande solidarité entre les territoires. C'est sans doute une chance à saisir de devoir réinventer à échelle humaine les fonctionnements du commun. Si la SNCF doit rester (ou redevenir...) nationale, nous sommes seuls à

savoir ce qui peut être bon pour qu'elle fonctionne ici. C'est en partant du projet et des utopies de demain qu'un pays se construit, formel ou symbolique. À nous de savoir si nous construirons les identités du futur sur les flux économiques libérés et la peur du voisin ou sur une terre solidaire et hospitalière. Le vieux monde est derrière nous.

C'est la nuit. Il neige. J'aime les saisons. Ce que je préfère dans l'hiver ? Les jours rallongent.

● Laurent Eyraud-Chaume





**Cerise rouge.** De belles personnes s'étonnent que les parlementaires du Front de gauche aient voté contre le projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Or sur les 40 amendements déposés par ses député-e-s pour faire contribuer les placements financiers spéculatifs des banques et des grandes entreprises, aucun n'a été retenu. Le seul point positif est le remboursement à 100 % de l'IVG. Aucune des mesures que les député-e-s PS, Verts ou du FdG avaient critiquées sous la droite, n'a été remise en cause. Le jour de carence pour les fonctionnaires, les franchises médicales, les forfaits, la révision à la baisse des indemnités journalières en cas de maladie ont été maintenus. Le financement de la dépendance ? Le gouvernement et sa majorité ont préféré diminuer le pouvoir d'achat des retraités. Tant que le capital gouvernera, nous en manquerons.

**Cerise noire.** Le Code noir (18<sup>e</sup> siècle), qui régénait la domination des esclaves dans les Antilles colonisées par la France prévoyait aussi l'interdiction des mariages «interraciaux». Il fallait éviter toute confusion entre hommes libres et esclaves. Le clergé de ces colonies dénonçait « *le croisement des races* », y voyant une « *conjonction criminelle d'hommes et de femmes de différentes espèces donnant naissance à un fruit qui est un monstre de la nature.* » Trois siècles plus tard, on attend les actes de contrition.

**Cerise bio.** Selon un commandant de bord, si le volcan islandais venait à recracher, l'aéroport actuel de Nantes (3,5 millions de passagers) pourrait, comme la dernière fois, multiplier son trafic par 3 pendant plusieurs jours. Comparant Genève à Nantes, il écrit : « *Une seule piste, des contraintes de proximité urbaine, une plate-forme aussi grande que Nantes, et plus de 12 millions de passagers en 2011.* » L'argument des promoteurs du nouvel aéroport de N.-D. des Landes sur "l'étroitesse" et "la saturation" est fumeux.

**Cerise noire.** S'appuyant sur une loi de 1924, un juge américain condamnait ainsi certains mariés aux États-Unis : « *Dieu tout-puissant créa les races blanche, noire, jaune, malaise et rouge, et les plaça sur des continents séparés. Le fait qu'il sépara les races montre qu'il n'avait pas pour intention qu'elles se mélangent.* » Il fallut des désobéissances pour que la Cour suprême (1967) déclarât inconstitutionnelles de telles interdictions. Ensuite, on peut toujours faire appel à la liberté de conscience pour refuser de marier une femme noire et un homme blanc.

**Cerise acide.** Après Bolkestein en 2006, la directive Axa en 2013 ! À l'initiative du Commissaire européen Michel Barnier, elle porte sur la « *passation des marchés publics* » pour faciliter le « *marché unique européen* ». Son annexe 16 veut appliquer aux « *services de sécurité sociale obligatoire* » les règles des marchés publics. Résultat : la privatisation de la Sécurité sociale. Selon Mediapart (1) : « *Si ces dispositions étaient adoptées, ce serait un bouleversement complet. La sécurité sociale obligatoire (...) devrait faire l'objet d'un «avis de marché» au terme duquel les pouvoirs publics choisiraient le meilleur des candidats. Aux côtés de l'opérateur historique pourraient s'inviter des opérateurs privés, par exemple des géants de l'assurance, comme Axa ou Allianz (...)* ». À chacun selon ses moyens ou ses besoins, tel est le choix.

**Cerise mystère.**



Mildred Jeter et Richard Loving, 1 an de prison pour avoir désobéi à la loi interdisant les mariages "interraciaux" (1959, Virginie, États-Unis).



● **Philippe Stierlin**

(1) Ludovic Lamant



# Τυροπιτάκια

## Un parti nommé SYRIZA

Le week-end passé, une conférence nationale a transformé la coalition SYRIZA en un parti ; étape délicate. « *Un nouveau PASOK !* », tonne le doyen de la famille, toujours proche du Parti communiste, le KKE. Personne ne veut se fâcher avec l'oncle : pour tous, il reste le résistant qui est revenu de déportation dans les années 50, sans avoir parlé et sans haine.

La discussion est ailleurs : « *SYRIZA est à la fois l'expression de la gauche et des revendications populaires et, en même temps, celle de la démocratie représentative et de l'intérêt national.* »

La gauche du parti a obtenu un quart des sièges dans les organes de direction tandis que la majorité - plus hétéroclite - a remporté les autres sièges. Mais surtout, la Déclaration politique générale a été adoptée à la quasi unanimité après amendement par la conférence. L'unité de la famille est renforcée.

« *Presque !* », plaisante un cousin sans se faire entendre de l'aïeul.



● Gilles Boitte

# Bienenstich

## Centrisme, conservatisme et ensuite ?

Serrer les rangs tant sur le plan social qu'en matière d'environnement, en vue des élections au Bundestag à l'automne 2013 et d'une alliance avec le SPD : l'objectif a semblé atteint au congrès des Verts, mi-novembre.

Significatif est le rejet de deux motions : l'une sur l'annulation des mesures anti-sociales "Hartz IV/ Agenda 2010", l'autre excluant sans ambiguïté le site de Gorleben comme lieu de stockage de déchets nucléaires – un haut lieu pourtant de luttes antérieures. Pas de progrès non plus l'âge de la retraite à 67 ans.

Formation issue pour une part de "l'opposition extra-parlementaire" et pacifiste des années 60-70, son passage au gouvernement de 98 à 2005, avec les sociaux-démocrates, et des alliances régionales avec les "libéraux" du FDP et la CDU ont marqué le glissement d'une certaine "radicalité" des débuts vers un « *centrisme de gauche* » et un « *conservatisme* » revendiqués par l'un des vice-présidents verts au Bundestag. Celui-ci déclare aussi vouloir attirer les électeurs de la CDU. Le choix d'une conservatrice comme tête de liste en 2013 pour compenser celui de son binôme marqué "à gauche" indique aussi un équilibre fragile qui tend vers la droite.



● Michèle Kiintz

## Culture pour tous et par tous



200 p. 19,90 €

Co-édition Cassandre – Le Lien qui libère

La revue *Cassandre/Hors-Champ* propose un ouvrage porteur d'espoir « *en une période où le néolibéralisme fait rage et répand dans le monde le poison d'une marchandisation universelle* ». Ce panorama d'un mouvement protéiforme, ancré dans les luttes émancipatrices, porté par les idées du Conseil national de la Résistance et concrétisé à la Libération, va de ses pionniers aux acteurs et enjeux d'aujourd'hui. Il repose sur les contributions de plusieurs auteurs et une documentation coordonnées par la revue à partir d'enquêtes réalisées par Franck Lepage, lui-même « praticien » de l'éducation populaire dans le cadre de la scop Le Pavé.

Un livre utile pour celles et ceux qui « *savent qu'il nous faut puiser dans ce passé la force d'imaginer et de construire un avenir vraiment humain.* »

Présentation le 18 décembre (voir agenda de [www.comunistesunitaires.net](http://www.comunistesunitaires.net))



Ce fut aussi une forme de "culture pour tous et par tous" : une radio mise entre les mains des habitants, *Lorraine cœur d'acier*, radio libre, illégale, qui diffusait leurs paroles, celles du quotidien et des luttes de la sidérurgie, tout comme de la musique et des poèmes. Créée en 1979 par la CGT, avec des journalistes comme Marcel Trillat et Jacques Dupont, accompagnant ces prises de paroles lorraines, la radio installée à la mairie de Longwy - antenne sur le clocher de l'Église - sera défendue par la population appelée à coups de tocsin contre l'évacuation par les CRS. Ce "morceau de chiffon rouge" mourra pourtant en 1981, après divergences syndicales, qui provoquèrent, entre autre, le licenciement des journalistes et un changement de tonalité de la radio au détriment de son audience.

Les éditions de la *nouvelle vie ouvrière*, de la CGT, a édité cette année un coffret d'archives de la radio. 5 CD et 1 DVD – 29,90 €

À commander à la librairie de la nvo : <http://www.librairie-nvo.com>

● Michèle Kiintz

**L'image de la semaine****La gourmandise est un vilain défaut ?**

Des "images à penser" offertes par le Pap.

Plus sur [www.comunistesunitaires.net](http://www.comunistesunitaires.net), rubrique "Humour, humeurs".

**Séminaire Communisme**

Initié par l'Association des communistes unitaires, le séminaire "Communisme" a pour objet d'être un espace de travail et de débat entre des femmes et des hommes désireux de penser et de faire vivre le communisme du 21<sup>e</sup> siècle, ou de dialoguer avec eux.

L'ACU met en débat l'ordre du jour, les thématiques et sollicite votre point de vue sur la [Note d'Intention](#) du 3 décembre 2012 publiée sur le site [www.comunistesunitaires.net](http://www.comunistesunitaires.net).

Lancement du séminaire envisagée en février 2012.



Michel Naudy est décédé le 3 décembre. Il a été responsable du service politique de *L'Humanité*, puis journaliste à partir de 81 à France 3 dont il a été rédacteur en chef. Ses émissions "Taxi", "Droit de Regards" lui vaudront de nombreux contentieux avec la direction. Il a participé également, en 1987-88 à la fondation de *Politis*, a été membre un temps du PG, avant de créer le Cercle Lakanal en 2009 pour renouer « avec un discours politique qui permette aux gens de se saisir de leur propre sort et du sort collectif ».

**Cerises**

publication de l'Association des communistes unitaires.

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,  
Michèle Klintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
Pierre Zarka, Zarz.

[cerises@plateformecitoyenne.net](mailto:cerises@plateformecitoyenne.net)

[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)



**MEDIAPART**

